

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOIS DU PAYS

LOI DU PAYS n° 2016-18 du 19 mai 2016 portant reconnaissance des professions artistiques et diverses mesures en faveur de l'art en Polynésie française.

NOR : SCP1501341LP

Après avis du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

L'assemblée de la Polynésie française a adopté ;

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

CHAPITRE 1er - Du statut d'artistes

Article LP. 1er. — Les artistes

On entend par "artiste", au sens de la présente loi du pays la personne physique qui, à titre principal ou secondaire, crée ou participe par son interprétation à la création ou à la recreation d'œuvres d'art et ainsi contribue significativement au développement de l'art et de la culture, à titre professionnel.

La liste des activités artistiques relevant du premier alinéa est fixée par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. LP. 2. — Reconnaissance de la qualité d'artiste professionnel

La reconnaissance de la qualité d'artiste se traduit par la délivrance d'une carte professionnelle.

Sauf dispositions contraires, l'accès aux dispositifs de soutien prévus par la présente loi du pays est réservé aux seuls titulaires de la carte professionnelle.

Art. LP. 3. — Carte professionnelle et éligibilité

La carte professionnelle mentionnée au premier alinéa de l'article LP. 2 comporte le libellé "artiste professionnel".

Ladite carte professionnelle est délivrée aux personnes physiques justifiant des conditions suivantes :

- 1° Justifier exercer une activité significative dans le domaine artistique et d'en tirer des revenus depuis trois ans au minimum ;
- 2° Justifier au jour de la demande de l'accomplissement auprès de la direction des impôts et des contributions publiques de l'obligation déclarative relative à l'activité au titre de la patente ;
- 3° Justifier au jour de la demande d'une affiliation à un régime de protection sociale assurant une couverture sociale ;
- 4° Justifier d'une résidence en Polynésie française.

Art. LP. 4. — Procédure d'obtention de la carte professionnelle

Toute personne souhaitant obtenir la carte professionnelle ou son renouvellement en fait la demande écrite auprès du service chargé de la culture. Sous peine d'irrecevabilité, la demande initiale comme la demande de renouvellement est accompagnée des pièces énumérées à l'article LP. 3.

La carte professionnelle est délivrée par le ministre en charge de la culture, sur la base des critères généraux et d'un avis consultatif rendu par une commission composée comme suit :

- le ministre de la culture ou son représentant ;
- le président de la commission législative en charge de la culture à l'assemblée de la Polynésie française, ou son vice-président ;
- le chef du service de la culture et du patrimoine ou son représentant ;
- le directeur du Centre des métiers d'arts ou son représentant ;
- le directeur du Conservatoire ou son représentant ;
- le directeur de l'établissement public Te Fare Tauhiti Nui ou son représentant ;

- cinq professionnels du monde des arts ou leurs suppléants nommés pour trois ans par arrêté du Président de la Polynésie française, sur proposition du ministre de la culture.

Un arrêté pris en conseil des ministres détermine la forme et les mentions de la carte professionnelle et les règles de fonctionnement de la commission.

Le dossier complet de la demande initiale est instruit dans le délai de trois mois à compter de sa date de dépôt. Dans le cadre de cette instruction, le service instructeur est habilité à solliciter du demandeur et des administrations compétentes toutes informations ou pièces complémentaires jugées nécessaires.

Après l'avis de la commission, le ministre prend une décision, qui est notifiée au demandeur :

- lorsque la décision est favorable, la carte d'artiste est tenue à la disposition du demandeur au service de la culture et du patrimoine ;
- lorsque la décision est défavorable, elle doit mentionner les motifs du refus et les voies et délais de recours applicables.

Art. LP. 5. — *Durée de validité - renouvellement*

La carte professionnelle est valable cinq années, et pour autant que les conditions ayant prévalu à sa délivrance restent valides dans cet intervalle.

A sa date d'échéance, elle est renouvelable par simple lettre adressée trois mois avant la date d'expiration, auprès du service en charge de la culture et sur présentation des pièces mentionnées à l'article LP. 3.

Art. LP. 6. — *Suspension et, retrait de la carte professionnelle*

Sous réserve du respect du principe du contradictoire, le ministre en charge de la culture peut suspendre la carte professionnelle dans la limite de 3 mois lorsque les conditions ayant prévalu à sa délivrance ne sont plus remplies.

Cette mesure est motivée et notifiée à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prend effet à la date de sa notification.

A l'issue du délai de suspension, si le bénéficiaire de la carte professionnelle n'obéit toujours pas aux conditions visées à l'article LP. 3, l'autorité compétente procède au retrait de la carte professionnelle.

Art. LP. 7. — *Répertoire des artistes de la Polynésie française*

Les titulaires de la carte professionnelle figurent dans un répertoire professionnel intitulé "Répertoire des artistes de la Polynésie française" qui est tenu à jour par le service de la culture et est consultable sur le site internet du service de la culture et du patrimoine.

CHAPITRE 2 - *Des aides financières à la promotion de l'expression artistique*

Art. LP. 8. — Sous réserve de disposer des crédits budgétaires adéquats, des aides financières peuvent être allouées pour assurer le financement d'opérations dont la liste non exhaustive figure ci-après :

- formation des artistes dans le cadre de la réglementation prévue à cet effet ;
- aide à la création et à la diffusion d'œuvres telles que des représentations musicales, théâtrales, des œuvres littéraires, graphiques ou visuelles faisant intervenir une pluralité d'auteurs, etc. ;
- aide individuelle à la création artistique et littéraire attribuée dans les conditions prévues par la délibération n° 2011-75 du 13 octobre 2011 modifiée, portant mesure d'aide individuelle à la création artistique et littéraire.

Un compte d'affectation spéciale dénommé "Fonds pour la promotion de l'expression artistique" est créé par une délibération prévue à cet effet.

CHAPITRE 3 - *Dispositions fiscales*

Art. LP. 9. — *Exonérations en régime intérieur*

Les artistes titulaires d'une carte professionnelle délivrée dans les conditions prévues au chapitre 1er de la présente loi du pays sont exonérés de la contribution des patentes et de la taxe sur la valeur ajoutée. Ils demeurent néanmoins tenus à l'ensemble des obligations déclaratives afférentes à ces impôts.

Art. LP. 10. — *Exonérations à l'importation*

I - L'article 2 de la délibération n° 93-27 du 8 avril 1993 portant aménagement de la fiscalité douanière applicable à l'importation et à l'exportation des objets d'art, de collection et d'antiquité est ainsi rédigé :

"Art. 2. — L'importation des objets ou œuvres visés à l'article 1er ci-dessus est exonérée de tous droits et taxes (y compris la taxe pour l'environnement, l'agriculture et la pêche, la taxe spécifique grands travaux et routes et la taxe de développement local), à l'exclusion de la taxe de péage, de la redevance aéroportuaire et de la participation informatique douanière."

II - Le 4° de l'article LP. 348-8 du code des impôts relatif aux exonérations de taxe sur la valeur ajoutée à l'importation, est ainsi rédigé :

- d'objets d'art, de collection et d'antiquité tels que définis et aux conditions fixées par la délibération n° 93-27 AT du 8 avril 1993 ;"

CHAPITRE 4 - *Dispositions diverses et entrée en vigueur*

Art. LP. 11. — A l'article 4 de la délibération n° 2011-75 APF du 13 octobre 2011 portant mesure d'aide individuelle à la création artistique et littéraire, le 3e tiret du 1° est rédigé comme suit :

- et titulaires de la carte d'artiste professionnel."

Art. LP. 12. — Les dispositions de la présente loi du pays entrent en vigueur selon les dispositions du droit commun sous les réserves ci-après :

les demandes tendant à obtenir la carte professionnelle mentionnée au chapitre 1er sont recevables à compter de la mise en place de la commission mentionnée à l'article LP. 4 et de l'entrée en vigueur des arrêtés prévus aux articles LP. 1er et LP. 4.

les articles LP. 9 et LP. 10 sont applicables à compter du deuxième mois qui suit la promulgation de la présente loi du pays.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 19 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

*Le ministre du travail, des solidarités
et de la condition féminine,*
Priscille Tea FROGIER.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

*Le ministre de la promotion des langues,
de la culture, de la communication
et de l'environnement,*
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

Travaux préparatoires :

- Avis n° 39-2015 CESC du 28 octobre 2015 du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;
- Arrêté n° 2022 CM du 10 décembre 2015 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien le 18 mars 2016 ;
- Rapport n° 36-2016 du 22 mars 2016 de Mme Nicole Bouteau, rapporteur du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 12 mai 2016 ; texte adopté n° 2016-15 LP/ APF du 12 mai 2016.